PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE
*Liberté Égalité Fraternité*

**Direction Départementale de la Protection des Populations d'Ille-et-Vilaine**

Elevages
15 avenue de Cucillé
CS 90 000
35919 RENNES

RENNES, le 16/06/2022

# Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2022

## Contexte et constats

Publié sur GÉORISQUES

**GAEC ETC**

LA SERVENNIERE

35420 MELLE

Références : 2022-02198

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2022 dans l'établissement GAEC ETC implanté LA SERVENNIERE 35420 MELLE. L'inspection a été annoncée le 25/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (https://www.georisques.gouv.fr/).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAEC ETC
- LA SERVENNIERE 35420 MELLE
- Code AIOT dans GUN : 0053501791
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non

Elevage porcin bénéficiant de l'arrêté d'autorisation n°36436 du 12/10/2207, modifié le 04/11/2014 pour 209 reproducteurs et 14 cochettes sur le site "La Servennière" à Mellé, 550 porcelets et 992 porcs charcutiers sur le site "La Haie" à Louvigné du Désert.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Visite ICPE et Directive Nitrate

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1) |
|---|---|---|---|
| Tenue du registre des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Défense externe contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Plan d'épandage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-a | / | Lettre de suite préfectorale |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1) |
|---|---|---|---|
| Conventions de mises à disposition de surfaces d'épandage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-c | / | Lettre de suite préfectorale |
| Notification des changements du plan d'épandage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d | / | Lettre de suite préfectorale |
| Notification de changement notable | Autre du 13/04/2010, article Article R512-46-23 du code de l'Environnement | / | Lettre de suite préfectorale |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|---|---|
| Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II | / | Sans objet |
| Installations électriques et techniques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | / | Sans objet |
| Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | / | Sans objet |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|---|---|
| Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier | Arrêté Préfectoral du 12/10/2007, article 1 | / | Sans objet |
| Conformité de l'installation à la demande d'enregistrement | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 | / | Sans objet |
| Respect des distances d'implantation | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-1 | / | Sans objet |
| Propreté des installations | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 | / | Sans objet |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|---|---|
| Tenue du registre des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 | / | Sans objet |
| Propreté des locaux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 | / | Sans objet |
| Étanchéité des bâtiments | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I | / | Sans objet |
| Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III | / | Sans objet |
| Accessibilité aux services de secours | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 | / | Sans objet |
| Défense interne contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | / | Sans objet |
| Numéros d'appel d'urgence et consigne de sécurité | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | / | Sans objet |
| Déclaration annuelle des flux d'azote | Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2 | / | Sans objet |
| Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 | / | Sans objet |
| Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 | / | Sans objet |
| Collecte des effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I | / | Sans objet |
| Capacités de stockage des effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III | / | Sans objet |
| Collecte des eaux de pluie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24 | / | Sans objet |
| Absence de rejets directs d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25 | / | Sans objet |
| Absence de re jets directs d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26 | / | Sans objet |
| Bordereaux import, export | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30 | / | Sans objet |
| Dispositions relatives à l'émission d'odeurs | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II | / | Sans objet |
| Bruit | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 32-1 | / | Sans objet |
| Gestion des déchets | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33 | / | Sans objet |
| Stockage des déchets | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34 | / | Sans objet |
| Elimination des déchets | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35 | / | Sans objet |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|---|---|
| Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 | / | Sans objet |

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Bon état global des deux sites d'exploitation. Une mise à jour du plan d'épandage est à réaliser suite aux changements de plusieurs prêteurs.

**2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/10/2007, article 1 |
| **Thème(s) :** Élevage, dispositions générales |
| **Prescription contrôlée :**<br>209 reproducteurs + 14 cochettes + 550 porcelets + 992 porcs à l'engraissement |
| **Constats :**<br>Effectifs porcins d'après la DFA 2020-2021 :<br>209 reproducteurs, 4300 porcelets et 2850 porcs à l'engrais |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Conformité de l'installation à la demande d'enregistrement

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 |
| **Thème(s) :** Élevage, Implantation – Aménagement |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.<br>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté. |
| **Constats :**<br>Implantation conforme au dossier enregistrement |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Respect des distances d'implantation

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-1 |
| **Thème(s) :** Élevage, Implantation – Aménagement |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :<br>-100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande. Cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation, toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;<br>-35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;<br>-200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;<br>-500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'enregistrement ;50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoissonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel. |
| **Constats :**<br>Conforme par rapport aux tiers et à l'eau |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Propreté des installations

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 |
| **Thème(s) :** Élevage, Implantation – Aménagement |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. |
| **Constats :**<br>Bon état général des deux sites. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Tenue du registre des risques

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 |
| **Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. |
| **Constats :**<br>Présence d'une citerne de gaz sur le site "La Servennière" pour la maternité. Vérification régulière effectuée par l'organisme. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Tenue du registre des risques

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 |
| **Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie |
| **Prescription contrôlée :**<br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14. |
| **Constats :**<br>Absence des fiches de données sécurité des produits raticides dans le dossier dératisation. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale |

**Nom du point de contrôle :** Propreté des locaux

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 |
| **Thème(s) :** Élevage, Implantation – Aménagement |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction. |
| **Constats :**<br>La dératisation est effectuée par les agriculteurs avec présence des plans de dératisation pour les deux sites. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Étanchéité des bâtiments

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle |
| **Prescription contrôlée :**<br>Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, aux volières, aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. |
| **Constats :**<br>Pas de constat de fuite |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. |
| **Constats :**<br>site "La Servennière" : clôture de la fosse à sécuriser au niveau de la barrière (hauteur insuffisante), présence du panneau Danger.<br>site "La Haie" : clôture de la fosse en bon état avec présence du panneau de signalisation du danger. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état. |
| **Constats :**<br>Pas de non conformité constatée |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Accessibilité aux services de secours

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 |
| **Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. |
| **Constats :**<br>Les sites sont accessibles aux engins lourds. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Défense externe contre l'incendie

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| **Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. |
| **Constats :**<br>Site "La Servennière" : présence de deux plans d'eau à moins de 200 m du site.<br>Site "La Haie" : pas de défense externe contre l'incendie. Il existe un point d'eau à proximité du site mais non validé. Voir avec le SDIS ou prévoir une poche d'eau. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale |

**Nom du point de contrôle :** Défense interne contre l'incendie

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| **Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie |
| **Prescription contrôlée :**<br>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.Ces moyens sont complétés :<br>— s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;<br>— par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.<br>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. |
| **Constats :**<br>Présence de plusieurs extincteurs neufs sur les deux sites. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Numéros d'appel d'urgence et consigne de sécurité

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| **Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie |
| **Prescription contrôlée :**<br>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :<br>— le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;<br>— le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;<br>— le numéro d'appel du SAMU : 15 ;<br>— le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;<br>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. |
| **Constats :**<br>Présence des numéros d'urgence dans les bâtiments site "La Haie" et au niveau du local phytosanitaire dans l'annexe de la porcherie "La Servennière". |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques et techniques

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 |
| **Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. |
| **Constats :**<br>Absence de contrôle des installations électriques. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Déclaration annuelle des flux d'azote

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2 |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution diffuse/DN |
| **Prescription contrôlée :**<br>PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricolesituée en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur uneparcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuerchaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origineépandues ou cédées.En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation estétendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluentsd'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cetarticle. |
| **Constats :**<br>DFA 2019-2020 et 2020-2021 réalisées |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 |
| **Thème(s) :** Élevage, dispositions générales |
| **Prescription contrôlée :**<br>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. |
| **Constats :**<br>Prélèvement en eau effectué sur un puits artésien site "La Servennière" et sur un puits de surface site "La Haie". |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 |
| **Thème(s) :** Élevage, dispositions générales |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code. |
| **Constats :**<br>Présence de compteur volumétrique sur chacun des sites, relevés mensuels à mettre en place. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle |
| **Prescription contrôlée :**<br>Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé. |
| **Constats :**<br>conforme |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Collecte des effluents

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| **Prescription contrôlée :**<br>Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| **Constats :**<br>Les effluents sont collectés et dirigés vers les fosses. Pas de non conformité observée. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Capacités de stockage des effluents

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| **Prescription contrôlée :**<br>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement.En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier. |
| **Constats :**<br>conforme au dossier d'enregistrement. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Collecte des eaux de pluie

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24 |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. |
| **Constats :**<br>eaux de pluies collectées via des gouttières en bon état |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Absence de rejets directs d'effluents

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25 |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits. |
| **Constats :**<br>Pas de fuite observée |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Absence de re jets directs d'effluents

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26 |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| **Prescription contrôlée :**<br>Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit. |
| **Constats :**<br>Pas de fuite observée |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Plan d'épandage

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-a |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution diffuse/DN |
| **Prescription contrôlée :**<br>Le plan d'épandage répond à trois objectifs :<br>- identifier les surfaces épandables, exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ;<br>- identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités ;<br>- calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents. |
| **Constats :**<br>Faire la mise à jour du plan d'épandage suite aux modifications des prêteurs. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale |

**Nom du point de contrôle :** Conventions de mises à disposition de surfaces d'épandage

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-c |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution diffuse/DN |
| **Prescription contrôlée :**<br>lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées |
| **Constats :**<br>Absence des conventions avec les nouveaux prêteurs. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale |

**Nom du point de contrôle :** Notification des changements du plan d'épandage

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d |
| **Thème(s) :** Élevage, dispositions générales |
| **Prescription contrôlée :**<br>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. |
| **Constats :**<br>Faire la mise à jour du plan d'épandage suite aux changements de prêteurs. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale |

**Nom du point de contrôle :** Bordereaux import, export

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30 |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution diffuse/DN |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison. |
| **Constats :**<br>Présence des bordereaux |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Dispositions relatives à l'émission d'odeurs

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes |
| **Constats :**<br>Pas d'odeur anormale sur les sites |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Bruit

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 32-1 |
| **Thème(s) :** Élevage, dispositions générales |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes :<br>Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence, définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement, reste inférieure aux valeurs suivantes :<br>- pour la période allant de 6 heures à 22 heures :<br><br>DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T / ÉMERGENCE MAXIMALE admissible en db (A)<br>T < 20 minutes/ 10<br>20 minutes ≤ T < 45 minutes/ 9<br>45 minutes ≤ T < 2 heures/ 7<br>2 heures ≤ T < 4 heures/ 6<br>T ≥ 4 heures/ 5<br><br>- pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux. |
| **Constats :**<br>Pas d'anomalie constatée |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Gestion des déchets

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33 |
| **Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :<br>— limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;<br>— trier, recycler, valoriser ses déchets ;<br>— s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. |
| **Constats :**<br>Les déchets sont triés, stockés et éliminés via les filières agréées. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Stockage des déchets

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34 |
| **Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.<br>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.<br>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.<br>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| **Constats :**<br>Déchets vétérinaires stockés dans des containers.<br>Zone équarrissages des deux sites conformes avec récupération possible des jus d'écoulement. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Elimination des déchets

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35 |
| **Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.<br>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.<br>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.<br>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.<br>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit. |
| **Constats :**<br>Présence des attestations de remise des déchets (ADIVALOR) |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 |
| **Thème(s) :** Élevage, Pollution diffuse/DN |
| **Prescription contrôlée :**<br>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| **Constats :**<br>Présence des bordereaux avec tous les prêteurs, bien préciser les destinations des effluents (ilots et parcelles) |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Notification de changement notable

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Autre du 13/04/2010, article Article R512-46-23 du code de l'Environnement |
| **Thème(s) :** Élevage, dispositions générales |
| **Prescription contrôlée :**<br>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. |
| **Constats :**<br>Faire la mise à jour du plan d'épandage dans un délai de 4 mois suite aux changements de prêteurs. |
| **Observations :** {Non Renseigné} |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale |